

Journée internationale des luttes paysannes et Covid-19 : Stoppons les incohérences, relocalisons dès maintenant les systèmes alimentaires

Le 17 avril est la journée internationale des luttes paysannes. Une occasion de remercier celles et ceux qui nous nourrissent au quotidien, et plus particulièrement encore cette année dans le contexte de la crise du Covid-19. Une crise qui rappelle l'urgence de relocaliser nos systèmes alimentaires.

Merci aux paysan-ne-s !

La crise du Covid-19 a donné un coup d'arrêt forcé à l'économie mondialisée. La quasi-totalité des secteurs tournent au ralenti. Tous, sauf les secteurs essentiels comme la santé et... l'alimentation.

Cette journée internationale des luttes paysannes est l'occasion de remercier celles et ceux qui, de la fourche à la fourchette, continuent inlassablement leur travail pour nous fournir une alimentation saine et durable. Plusieurs organisations paysannes, membres du mouvement international *La Via Campesina*, ont d'ailleurs exprimé leur détermination à poursuivre leur mission nourricière fondamentale au bénéfice de la population¹. Une campagne virtuelle a été lancée par plusieurs organisations en Belgique et en Europe pour les remercier (#JeSoutiensLesPaysanNEs, #RestezChezVousMaisPasEnSilence).

Mais cette crise du Covid-19, nous interpelle une fois de plus (de trop ?) sur la fragilité du système économique mondialisé, ce géant aux pieds d'argile. Pour beaucoup d'experts, la crise et ses conséquences futures nous rappellent l'urgence de renforcer notre autonomie et notre résilience, et donc de relocaliser l'activité économique dans les secteurs essentiels que sont notamment la santé et l'alimentation. Un constat apparemment soutenu par le Ministre wallon de l'Economie et de l'Agriculture, Willy Borsus, qui a fait plusieurs déclarations récentes² en faveur de la relocalisation de notre agriculture.

Dépendance alimentaire

On doit se réjouir de cette prise de conscience, qui va dans le sens des revendications que les mouvements paysans et leurs allié-e-s formulent depuis de nombreuses années avec un soutien croissant de la population. En témoigne l'explosion d'initiatives de ceintures alimentaires et de circuits courts dans nos régions. C'est maintenant qu'il faut passer de la parole à des actes forts et responsables envers les paysan-ne-s, populations et générations futures. Car le constat est connu, la mondialisation a enfermé les agriculteur-trice-s dans des logiques de production industrielles nocives pour eux-mêmes, pour l'environnement et pour la société, faisant disparaître 68% des fermes belges depuis 1980. Ainsi, malgré des terres fertiles et une agriculture modernisée, nous ne sommes plus à même de garantir la souveraineté alimentaire de notre population (c'est-à-dire notre droit à définir collectivement le système alimentaire que nous souhaitons, sur base d'une production locale de qualité).

1 Voir en Belgique le communiqué de la FUGEA : « [Nos agriculteurs continuent leur rôle nourricier, la FUGEA à leur côté](#) », 19 mars 2020.

2 Voir <https://www.levif.be/actualite/belgique/willy-borsus-relocaliser-les-activites-en-europe/article-belga-1267367.html> ; <https://twitter.com/wborsus/status/1242345104746127364h>

En effet, la Belgique est largement déficitaire dans de nombreuses cultures et dépend des importations de l'étranger. Et si certaines filières nécessitent d'être pensées à plus large échelle, l'ampleur de notre dépendance actuelle fragilise notre système agroalimentaire. Nous importons évidemment des produits exotiques (ananas, bananes, thé, café, cacao, etc.), mais aussi toute une série d'aliments que nous serions capables de cultiver chez nous. On constate par exemple que le taux d'auto-approvisionnement de la Wallonie (c'est-à-dire le taux de production locale par rapport à la consommation) n'est que de 17 % pour les fruits et légumes frais³ ; 33 % pour les céréales panifiables⁴ ; 10 à 15 % pour les élevages ovins et caprins⁵. Nous sommes également largement déficitaires en légumineuses, huiles végétales, poissons, sans disposer de données précises. Sans oublier les importations massives de soja⁶ (pour l'engraissement des élevages industriels) et d'huile de palme qui mettent l'industrie alimentaire sous perfusion.

De l'autre côté, notre industrie agro-alimentaire a orienté la production vers un nombre restreint de filières dépendantes des débouchés à l'exportation. Nous produisons par exemple 16 fois plus de pommes de terre que nos besoins, dont la grande majorité est exportée sous forme de frites surgelées. Le secteur de la pomme de terre a déjà annoncé que la pandémie aurait des effets catastrophiques étant donné les difficultés logistiques du transport international liées aux mesures de confinement. Autre exemple : le secteur laitier, régulièrement frappé par des crises causées par une surproduction structurelle au niveau européen. Cette surproduction fait baisser les prix et oblige sans cesse à trouver de nouveaux débouchés à l'exportation. Une situation qui impacte à la fois les producteurs laitiers chez nous, mais également les producteurs du Sud, qui ne parviennent pas à concurrencer les importations massives de lait européen à bas coût.

Logique agro-industrielle soutenue par des choix politiques

Cette logique agro-industrielle absurde et dépassée, bloque la diversification des cultures et la mise en place de pratiques agroécologiques et de filières courtes. Elle continue toutefois d'être entretenue par des choix politiques aux niveaux belge et européen, tels que les accords de libre-échange (CETA, UE-Mercosur) et la Politique agricole commune (PAC), qui favorisent un modèle productiviste exportateur. Il faut souligner ici une certaine ambivalence de nos responsables politiques, à l'image du Ministre Borsus, qui d'une part s'est déclaré opposé à l'accord UE-Mercosur, mais d'autre part se disait, avant la crise que nous connaissons, déterminé à renforcer le « grand export » du secteur agroalimentaire wallon en s'appuyant sur ses compétences en matière de Commerce extérieur⁷.

Passer de la parole aux actes

3 Fédération wallonne horticole (2018), "Plan de développement stratégique 2018-2028".

https://filagri.be/wp-content/uploads/sites/2/2019/10/CdP_planStrategique_HorticComestible_12112018.pdf

4 Scenagri (2020), "Etat des lieux et scénarios à horizon 2050 de la filière des céréales en Région wallonne". https://scenagri.be/wp-content/uploads/2020/02/UCLouvain_Filiere_Cereales_Rapport_v200130.pdf

5 Site web de Filagri: <https://filagri.be/ovins-caprins/le-secteur-ovins-caprins/>

6 Sur le total du soja utilisé pour l'alimentation animale en Belgique, 55% est utilisé pour l'élevage porcin, 24% pour volaille, 19% pour l'élevage de vaches laitières et 2% pour l'élevage bovin.

7 <https://www.sillonbelge.be/4935/article/2019-10-07/willy-borsus-lagriculture-est-un-pilier-de-leconomie-que-nous-devons-soutenir>

À l'heure où la Belgique et la Région wallonne vont devoir prendre des décisions historiques pour relancer l'activité après la crise du Covid-19, il est vital de ne pas retomber dans les écueils du passé et de s'engager dans un *Green New Deal* ambitieux. Le prochain enjeu d'un retour "à la normale" sera celui de ne PAS revenir à des pratiques agricoles anormales, destructrices des paysan-ne-s (du Nord comme du Sud) et du vivant. Cette période correspond justement à l'élaboration du futur plan stratégique wallon dans le cadre de la mise en œuvre de la PAC post-2020. Dans ce contexte, les mouvements paysans et leurs allié-e-s de la société civile sont déterminés à oeuvrer à une transformation profonde de nos systèmes alimentaires vers la souveraineté alimentaire et la résilience, en solidarité avec les paysan-ne-s d'Europe et du Sud. Nous demandons aux responsables politiques de s'engager dans cette voie. Il est temps d'arrêter les doubles-discours et de poser des choix politiques clairs et cohérents en faveur de la relocalisation de l'agriculture vivrière et de la transition agroécologique. C'est en effet la seule voie pour rencontrer les défis urgents du monde agricole : nourrir la population au bénéfice de tou-te-s les citoyen-ne-s, nanti-e-s et moins nanti-e-s ; lutter contre les dérèglements climatiques et l'effondrement de la biodiversité ; créer des emplois décents et rémunérateurs pour les paysan-ne-s ; et redynamiser les zones rurales.

Plusieurs organisations signataires de cette carte blanche ont lancé une action d'interpellation vis-à-vis du gouvernement wallon. Participez sur : <http://www.reclaimhumanrights.net/17avril/>

Un collectif de signataires : Philippe Duvivier (président de la FUGEA), Henri Lecloux et Maïté Vandoorne (co-président-es du Mouvement d'Action Paysanne), Guy Francq (président du MIG), Zoé Gallez (coordinatrice de Terre-en-Vue), Laurence Lewalle (coordinatrice du Réseau des GASAP), Jeremy Paillet (coordinateur du Début des Haricots), Eléonore Barrelet (coordinatrice d'Agroecology In Action), Marie-Hélène Lefèvre (co-coordinatrice des Brigades d'Action Paysanne), Myriam Delmée (présidente du SETCa), Felipe Van Keirsblik (secrétaire général de la CNE-CSC), Christine Mahy (secrétaire générale et politique du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté), Christian Jonet (coordinateur de la Ceinture Aliment-Terre Liégeoise), Jean-Pascal Labille (secrétaire général de Solidaris), Sylvie Meekers (directrice générale d'Inter-Environnement Wallonie), Jean Hermesse et Elisabeth Degryse (vice-présidents des Mutualités Chrétiennes), Arnaud Zacharie (secrétaire général du CNCD- 11.11.11), Fanny Dubois (secrétaire générale de la Fédération des maisons médicales), Emmanuelle Beguin (responsable politique agricole chez Natagora), Florence Kroff (coordinatrice de FIAN Belgium), Olivier De Schutter (co-président du Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables - IPES-Food), Catherine Rousseau (chargée de projet pour la concertation de l'aide alimentaire à la Fédération des services sociaux), Michel Kervyn (président d'Oxfam en Belgique), Joelle van den Berg (secrétaire générale du Réseau IDée), Benoit Dave (président du Collectif des Coopératives Citoyennes pour le Circuit Court - 5C), Julie Van Damme (coordinatrice de la Cellule transversale de Recherches en Agriculture biologique du CRA-W), Bruno Vankelegom (président de la Fédération bruxelloise de Promotion de la Santé), Isabelle Philippe (directrice de Crédal), Marc Lemaire (Co-fondateur de Groupe One et de la Coalition Kaya), Renaud Keugten (responsable de projet pour le Réseau Aliment-Terre de l'arrondissement de Verviers), Olivier Haugustaine (secrétaire général de SOS Faim), Hélène Jane-Aluja (coordinatrice du Réseau des Consommateurs Responsables), Juliette Boulet (porte-parole de Greenpeace Belgique), Olivia Swarczburt (coordinatrice de Rencontre des Continents), Jean-François Herz et Quentin Mortier (co-directeurs de SAW-B), Hélène Debaisieux (coordinatrice de Quinoa ASBL), Thérèse-Marie Bouchat (co-directrice de la Coopérative Paysans-Artisans), Frédérique Dehaye (coordinatrice des Amis de la Terre Belgique), Vincent Oury (directeur de l'ONG Autre Terre), Hélène Capocci (chargée de recherche et plaidoyer chez Entraide et Fraternité), Antoinette Brouyaux (coordinatrice d'Associations 21), Monica Schuster (chargée des politiques alimentation et agriculture chez WWF-Belgique), Stéphane Lejoly (coordinateur de la Ceinture Alimentaire Charleroi Métropole), Marjolein Visser (professeur à l'Université libre de Bruxelles), Michel Berhin (membre de la Ceinture Alimentaire Namuroise, Virginie Detienne (directrice Crabe ASBL), Christophe Goossens (chargé de Programme chez Eclodio)